

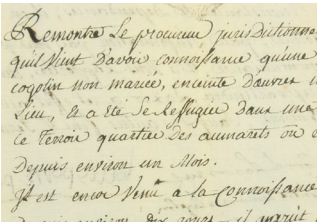
Si vous citez tout ou partie d'un article, pensez à citer l'auteur et l'ouvrage:

GUILLON Jean-Marie, « Les Maures, aux origines des maquis de Provence », *Freinet-Pays des Maures*, n°14, 2018, p. 95-125.

Freinet Pays des Maures



L'évolution de La Garde-Freinet de 1613 à 1746.



Une justice de proximité à la fin de l'Ancien Régime : la justice seigneuriale de Cogolin (1773-1789).



Comment aller de St-Tropez à Ste-Maxime : par terre ou par mer (XVI^e-XXI^e s.) ?



Les Maures, aux origines des maquis de Provence.



Conservatoire du Patrimoine du Freinet

■ n°14 ■ 2018

Freinet

Pays des Maures

Conservatoire du Patrimoine du Freinet ■ n° 14 ■ 2018

Sommaire

L'évolution urbaine de La Garde-Freinet de 1613 à 1746. ELISABETH SAUZE.....	5
Une justice de proximité à la fin de l'Ancien Régime : la justice seigneuriale de Cogolin (1773-1789). Fabien SALDUCCI	53
Comment aller de Saint-Tropez à Sainte-Maxime : par terre ou par mer (XVI ^e -XXI ^e s.) ? BERNARD ROMAGNAN.....	87
Les Maures, aux origines des maquis de Provence. JEAN-MARIE GUILLON.....	95

En couverture :
Extrait du cadastre de
La Garde-Freinet,
dit « napoléonien »,
section A, 1815.

Résistants du Golfe

Avertissement

Ces notices ne constituent pas un tableau d'honneur de la Résistance. D'autres personnes mériteraient sans aucun doute d'être ajoutées à cette liste. Ces notices fournissent des indications partielles, portant principalement sur la période 1939-1945, sur des résistants de la région ou passés par la région. Elles appellent des compléments et probablement aussi des corrections. Plusieurs de ces résistants et résistantes ont payé de leur vie ou de leur liberté leur engagement, d'autres ont joué un rôle significatif dans la clandestinité ou ont eu un itinéraire remarquable. Le choix de ces femmes et de ces hommes ne préjuge en rien un jugement de valeur ou une préférence politique.

Pour plus de détails, on se reportera sur la bibliographie éventuellement indiquée et à ma thèse, *La Résistance dans le Var* (Université de Provence-Aix-Marseille I, 1989), accessible en ligne sur le site var39-45.fr. Par ailleurs, plusieurs de ces résistants ont une notice dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français dit « le Maïtron » du nom de son créateur s'ils ont milité dans une formation politique ou un syndicat (plusieurs dizaines de tomes publiés aux Éditions de l'atelier) ou s'ils sont morts en combattant dans la Résistance (*Dictionnaire des fusillés*). Ces notices sont aussi accessibles en ligne sur le site <https://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr>.

ALSFASSER Alphonse alias Louis Granger

Né le 21 novembre 1903 à Brest, Alsasser appartenait à une famille d'Alsaciens réfugiés en Algérie après la guerre de 1870-71. Dans ses témoignages et notamment dans ses souvenirs, le colonel Paillole indique qu'Alsasser était membre du « milieu » algérois. Mobilisé en métropole en 1939, réformé temporaire en janvier 1940, recherché par les Allemands pour on ne sait quelles raisons, il passa en Espagne le 13 janvier 1943 sous l'identité de Louis Granger. Interné à Lerida jusqu'au 24 mars, puis assigné à résidence à Barcelone et Madrid, il

put ensuite rejoindre Alger. Là, c'est Robert Blémant, ex-commissaire de la Surveillance du territoire à Marseille, devenu chef de la sécurité personnelle du général Giraud et future figure du « milieu » français après guerre, qui le présenta à Paillole, commandant les services de contre-espionnage, repliés en Afrique du Nord en novembre 1942. Paillole le recruta pour ses réseaux car Alsasser, qui était seul et considérait qu'il ne laisserait aucun regret derrière lui, voulait participer à leur lutte en mémoire des siens chassés d'Alsace en 1871. Paillole le renvoya en métropole afin d'abattre l'intendant de police de Toulouse Barthelet, adver-

saire acharné de la Résistance, qui se vantait de préparer un vaste coup de filet. Débarqué à La Caissine (La Roche Escudelier, Ramatuelle) par le sous-marin L'Aréthuse dans la nuit du 27 au 28 septembre 1943, Alsasser se rendit à Toulouse et prit contact avec le groupe d'action Morhange. Le 23 octobre 1943 à 20 heures 15, Alsasser et un membre de ce groupe parvinrent à exécuter Barthelet. Le retour en Algérie d'Alsasser fut préparé par l'antenne marseillaise du réseau Paillole, mais un agent de l'Abwehr, Max de Wilde s'y était infiltré. La Sipo-SD fut donc informée de l'opération d'embarquement qui se préparait à l'endroit même où Alsasser avait débarqué quelques semaines auparavant. Voilà pourquoi elle fut interceptée dans la nuit du 26 au 27 novembre 1943, alors qu'un groupe important, dans lequel se trouvait la fille du général Giraud, allait embarquer sur le sous-marin La Perle. Alsasser se serait sacrifié pour protéger le repli de ses camarades. Il fut le seul tué au cours de l'échange de coups de feu avec les Allemands, mais deux autres candidats à l'embarquement, le capitaine de corvette Louis Pothuau et Pierre Israël alias Pierre Mortier furent arrêtés. Le reste du groupe (plus d'une douzaine de personnes) put s'échapper. Alsasser fut inhumé dans le cimetière de Ramatuelle. Il reçut à titre posthume la Croix de guerre avec palme de bronze, le 18 février 1944, avec la citation suivante : « Chargé sur sa demande d'une mission particulièrement dangereuse en territoire occupé par l'ennemi, s'en est acquitté très brillamment. Surpris par une patrouille allemande alors que sa mission était terminée, s'est battu jusqu'au dernier souffle, permettant à plusieurs de ses camarades de s'échapper avec un important courrier. » Cette citation a été gravée sur sa pierre tombale. Une place Alphonse Alsasser a été inaugurée à Ramatuelle le 31 mai 1945.

Bibliographie : Paul Paillole, *Services spéciaux (1935-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1975.

Frères BATTAGLIA

Famille de résistants communistes de Sainte-Maxime.

Marcel alias Vaillant (1917-1944)

Employé des PTT à Bordeaux avant-guerre, militant communiste depuis 1936, il participa à la reconstitution du Parti communiste clandestin et à la création du maquis des Maures dont il fut le premier responsable en mars 1943. Il devint l'un des piliers du camp Faïta et de la 1^{re} compagnie FTP de Provence dont il suivit la pérégrination à travers le Var et les Basses-Alpes. Il effectua de nombreuses opérations dans toute la région (jusqu'à Marseille où il organisa un attentat à la grenade contre les forces d'occupation). Responsable technique de la 2^e Cie FTP des Basses-Alpes, il fut arrêté à Castellane, le 26 mars 1944. Il fut tué au cours de l'embuscade que ses camarades tendirent au convoi qui transportait plusieurs prisonniers dont il était, le 27 mars, afin de les délivrer.

En souvenir de ce cadre des maquis FTP, le nom de Battaglia fut donné à un détachement de la 1^{re} Cie FTP. Ce détachement, revenu dans le Var fin avril 1944, subit de lourdes pertes sur les pentes du Bessillon, le 27 juillet 1944.

Paul alias Arthur (1921-1944)

Ouvrier tailleur, il militait avec ses frères. Après son temps de Chantiers de jeunesse, il rejoignit le camp Faïta en mai 1943, après avoir aidé à son démarrage. Il devint le responsable militaire du détachement Marat de la 1^{ère} Cie FTP de Provence. Il fut tué à Signes lors de l'attaque du détachement, près de la ferme de Limatte, le 2 janvier 1944.

René alias André (1913-1945)

Facteur auxiliaire des PTT à Toulon, il devint le responsable technique du Parti communiste et du Front national. De ce fait, il était chargé du tirage des nombreux tracts et journaux clandestins que le PC diffusait. Dénoncé par le maquisard Jandrew Le Tatoué, qui avait été pris à Signes après l'attaque du 2 janvier et retourné par la police allemande, il fut arrêté le 15 janvier 1944. Il ne dénonça personne sous la torture. Emprisonné à Toulon, puis à Marseille, déporté à Ellrich, il y mourut le 10 avril 1945.

Une rue de Sainte-Maxime, inaugurée dès novembre 1944, rappelle la mémoire des frères Battaglia.

Famille CASU

Aimé-Joseph Casu (1906-1987) était né en Algérie. Chauffeur, puis métayer à Sainte-Maxime, ce militant communiste participa à la reconstitution clandestine du PCF avant l'occupation. Il collecta aussi des renseignements pour un réseau anglais. Il fut désigné comme responsable politique des FTP locaux. La ferme qu'il exploitait - L'Américaine - servit de point d'appui au maquis FTP des Maures, constitué à partir de février-mars 1943. Il fut avec sa femme, Anna née Tartaglia, et son beau-frère, Joseph Tartaglia, l'un de ceux qui assuraient le ravitaillement du maquis. Il hébergea Paul Rossi blessé à Signes, le 2 janvier 1944. Dénoncé par un maquisard retourné par la Gestapo, Jandrew le Tatoué, il échappa à l'arrestation par la police allemande le 10 janvier suivant et se cacha à La Garde-Freinet. Il présidait le comité d'épuration de Sainte-Maxime à la Libération.

Sa sœur, Louise, infirmière à l'hôpital de Saint-Tropez, était une militante active du Parti communiste clandestin et du Front national. Elle fut membre du comité local de Libération au titre de l'Union des Femmes françaises (UFF).

Famille CÉLÉBONOVITCH

D'origine serbe, Marko Célébonovitch (1902-1986) avait connu l'exode avec sa famille à travers l'Europe (Salonique, Zurich, Lausanne). Diplômé de sciences économiques et politiques à Oxford, licencié en droit à Paris, ancien élève de l'école des officiers de réserve de Sarajevo, il choisit de devenir artiste. Il fut d'abord un sculpteur, élève de Bourdelle, avant de faire le choix de la peinture. Il s'installa à Saint-Tropez en 1925 et habitait route des Salins. Très sportif, c'était un as de la pêche sous-marine. Soutenu par son épouse, Vreni, il s'engagea dans le combat résistant à partir du moment où la région fut occupée en novembre 1942. Sous la fausse identité d'Antoine Giraud, il intégra le groupe FTP qui venait de se former et remplaça Jean Guillermin à sa tête lorsque celui-ci fut obligé de partir. C'est lui vraisemblablement qui lui donna le nom de groupe Gustave Courbet. Ses qualités d'organisation et son courage le firent désigner comme responsable militaire du 1^{er} sous-secteur FTP du Var, couvrant le littoral de Hyères à Saint-Raphaël. Il refusa d'être affecté ailleurs comme la direction FTP l'aurait souhaité. Il participa audacieusement à de nombreuses actions de sabotage (transformateurs, matériel de l'Organisation Todt) et échappa à une arrestation en abattant le militaire qui le contrôlait. Il fut, avec Jean Despas et Marc Raynaud, l'un des principaux responsables de la Brigade des Maures et collabora avec François Pelletier, ainsi que sa fille Nicole qui lui servit d'agent de liaison. Il rejoignit le maquis au Val d'Astier après l'arrestation de ce dernier. Il fut décoré de multiples distinctions.

Après la Libération, il retourna en Yougoslavie où il fut professeur à l'école des Beaux-Arts de Belgrade pendant dix ans. Il revint par la suite vivre à Saint-Tropez et y poursuivit jusqu'à sa mort une carrière artistique qui lui valut une réputation bien internationale.

Son nom a été donné à une rue de Saint-Tropez le 26 avril 1987.

DARNAC Thomas alias Bâton

Né en 1897, entrepreneur à Sainte-Maxime, ce militant communiste participa à la guerre d'Espagne. Bien qu'ayant été dénoncé comme « dangereux » en 1940, il participa à la reconstitution clandestine de son parti. Il fut l'un des créateurs des FTP du secteur. Participant à l'aide au maquis des Maures, il fut obligé de se cacher un moment après sa découverte le 4 mai 1943. Il participa à la protection des opérations de liaison par sous-marin à Ramatuelle. Responsable de la Brigade des Maures pour Sainte-Maxime, il dirigea le maquis de Bagarry qui y fut constitué après le 6 juin 1944 et participa aux combats de la Libération.

DESPAS Jean alias Jean Delmas, Gilles Jean, Jean-Louis Dardennes (1913-1966)

Né à Paris, ce grand sportif était un ancien élève de l'École alsacienne. Il fit partie de l'équipe championne de Paris scolaire en hockey sur gazon quatre années de suite. Passé au hockey sur glace, il fit partie de l'équipe de France aux Mondiaux 1934 et aux Universiades 1937. Mais, gardien de but, il fut sérieusement blessé, subit l'ablation d'un rein et dut abandonner la compétition. Travaillant à Marseille au magasin Baze entre 1939 et 1941, il vint s'installer à Saint-Tropez, quartier des Graniers, où sa famille avait une résidence. Il y connut Isabelle Schlumberger (1915-1991), dont la famille d'origine alsacienne possédait, elle aussi, une maison dans la commune. Ils se marièrent en mai 1941. Ensemble, ils déposèrent une croix de Lorraine au monument aux morts dès le 10 novembre 1940. Avec l'appui constant de son épouse, qui était infirmière, Despas devint le principal pivot de la remarquable activité résistante du secteur. Il fut l'un des créateurs du groupe de Résistance local, « Les Sans-Culotte », en novembre 1942. Le groupe, de composition plutôt bourgeoise,

intégra le Front national, mouvement de résistance créé par les communistes pour élargir leur influence. Responsable du Front national, il s'occupa particulièrement de renseignement et prit le relais de Jacqueline Gilbert-Dreyfus comme correspondant du réseau interallié F2. Il fut l'un de ceux qui assurèrent la bonne marche des opérations de liaison par sous-marins qui avaient lieu à Ramatuelle en 1943. Il fut l'un des dirigeants des FTP locaux en tant que responsable technique et, de ce fait, fut l'un des fondateurs de la Brigade des Maures qui unissait groupes de l'Armée secrète (AS) et FTP. Il fut aussi l'un des membres fondateurs du comité inter-cantonal de Libération en mai 1944. Au même moment, il aida le lieutenant François Pelletier parachuté pour assurer des liaisons maritimes clandestines entre la presqu'île de Saint-Tropez et la Corse. Il hébergea son radio, Jean Paoli alias Paul Camous, ainsi que les passagers qui bénéficiaient de ses liaisons. Il dirigea avec Pelletier le maquis d'instruction de La Mourre (La Garde-Freinet) constitué après le 6 juin 1944. La police allemande le rechercha après l'arrestation de Pelletier en juillet. Il prit part aux combats du 15 août 1944 et à la libération de Saint-Tropez avec les soldats américains qu'il avait accueillis avec son groupe.

Il s'engagea avec le grade de lieutenant dans le Régiment FFI des Maures qui regroupait les Varois et il en fut l'officier de sécurité. Outre la Croix de guerre et la médaille de la Résistance, il fut décoré de la Légion d'honneur. Il continua après-guerre à jouer un rôle très actif à Saint-Tropez et pour Saint-Tropez dont il était devenu l'une des personnalités éminentes, présidant de nombreuses associations et étant le correspondant local de l'AFP et de plusieurs journaux. En témoigne le monument qui fut érigé à sa mémoire, devant la salle municipale qui porte son nom.

C'est dans la famille de sa sœur, Jacqueline Lévy-Despas, que François Mitterrand fut accueilli après son évasion de captivité en Alle-

magne en janvier 1942. La même année mourut à Malte Guy Lévy-Despas (1922-1942), engagé comme pilote dans la RAF. On peut lire sur sa tombe au cimetière de Saint-Tropez : « Sans doute suis-je jeune rempli d'idéals, amoureux de la vie ... mais je pense que lorsqu'il s'agit de la Patrie rien n'est suffisant qui n'est le maximum - juillet 1941 ».

FARAGGI André

Né en 1887 en Seine-et-Marne de parents turcs naturalisés, André Faraggi fut un « as » de la Grande Guerre. Pilote au sein de l'Escadrille des Cigognes, titulaire de plusieurs victoires, il la termina avec le grade de lieutenant-colonel. Devenu homme d'affaires, il se trouva au cœur des exportations d'armement et de la construction aéronautique française. Fondateur de la Société des grands travaux aéronautiques et d'entreprises générales, PDG de l'Office général de l'Air à partir de 1936, il travailla en relation étroite avec les aviateurs Marcel Bloch (Dassault) et, plus encore, avec Henri Potez dont il fut le directeur général des usines au Maroc pendant la guerre 1939-1940. Homme de réseau et lobbyiste, il finança le quotidien *Le Jour* créé par Léon Bailby en 1933 et situé très à droite. Il dirigea le journal *L'Aéro* et resta secrétaire général adjoint du syndicat des journaux périodiques illustrés français jusqu'en 1939.

Sa réussite dans les affaires lui permit de faire construire entre 1934 et 1937 le somptueux château Faraghi, à la pointe du cap Nègre (Le Lavandou), doté d'un grand parc donnant sur la mer et d'un port privé^{AF}.

Après la défaite de 1940, il s'établit dans sa résidence du cap Nègre alors que ses amis Henri Potez et Abel Chirac (fondé de pouvoir de l'avionneur) s'établissaient au Rayol. La police enquêta sur lui en juillet 1941, mais ne signala que son grand train de vie. Propriétaire de trois usines, il créa la Société provençale

industrielle à La Farlède, inaugurée en mars 1942. Usine pilote, elle avait pour but de fabriquer de l'essence synthétique à partir des sarments de vigne, mais son expansion fut bloquée par les difficultés de transport et elle se tourna vers la confection d'agglomérés sous la marque Soprolite. Cette usine, classée S par les Allemands (entreprises protégée), employait 320 ouvriers, dont des réfractaires au travail obligatoire en Allemagne.

On raconte sur André Faraggi des choses assez fantaisistes, que ce soit sur le net, dans certains discours ou des publications locales : sa société aurait couvert le passage de plus de 5 000 jeunes résistants (sic !) vers le maquis ; il aurait été l'un des rares clandestins à connaître le message annonçant le débarquement en Provence ; il aurait donné un repas de fête la veille pour détourner l'attention de l'état-major local ; il aurait neutralisé les rampes de lance-flammes, désamorcé les chapelets de grenades défensives, et même déplié « des filins invisibles » pour permettre aux Commandos d'Afrique qui devaient débarquer dans la nuit de grimper la falaise... On l'a célébré au Lavandou comme « le premier héros du Débarquement de Provence ». Il se serait même engagé dans les Commandos d'Afrique à la Libération, à 57 ans... Tout ceci laisse songeur et l'on se demande bien sur quelles sources ces détails s'appuient.

Agent probable des services secrets français avant-guerre, André Faraggi continua vraisemblablement pendant la guerre. Il aurait appartenu à un réseau de renseignement, ce qui est probable, sans qu'on sache lequel. Contrairement à ce qui a été affirmé, rien n'indique que ce réseau ait été le réseau Alliance, qui avait assuré le départ du général Giraud de La Fossette en novembre 1942, départ auquel il ne fut pas mêlé. Il rendit service à l'ORA (Organisation de résistance de l'armée) en relation avec son chef départemental, le lieutenant-colonel Lelaquet qui était à Hyères et avec le lieutenant Boudouresque, dont il employait

AF. Ce château fut acheté par la famille Bruni-Tedeschi en 1971.

les sapeurs-forestiers. L'adjoint de Lelaquet, le capitaine Carmes, fut embauché dans son usine de La Farlède. Sans doute, Faraggi a-t-il suivi l'évolution d'une partie des services spéciaux et de l'armée de Vichy, passant d'un soutien relatif au régime à un soutien à la Résistance non gaulliste. Incontestablement, il joua un double jeu avec les occupants en recevant chez lui les responsables avec qui il était forcément en contact. Bref, tout comme pour ses amis Potez et Chirac, il est difficile de situer un personnage dont le train de vie et les relations ne pouvaient que heurter une population confrontée aux plus grandes difficultés.

André Faraggi était encore dans les années soixante à la tête de l'Office général de l'Air, servant toujours d'intermédiaire dans la vente d'avions, les Mirage de Marcel Dassault notamment.

FARAL Lucien alias Pierre Soissons

Né en 1918 à Marseille, cet inspecteur de police attaché au commissariat de Saint-Tropez participa à la Résistance locale. Il fut mêlé à cette occasion et à son insu à une affaire assez rocambolesque et ignorée jusqu'à ce que mes travaux la dévoilent. Il fut contacté via le gardien de la paix Jean Miel par l'antenne marseillaise – appelée Azur – du réseau de renseignement américain, créé par Fred Brown un an auparavant après qu'il eut été débarqué clandestinement dans une des criques de Ramatuelle avec deux agents des services spéciaux du commandant Paillole (contre-espionnage). Ces criques avaient abrité les quelques liaisons clandestines par sous-marin (« le tube ») qui eurent lieu en 1943, jusqu'à leur interruption par les Allemands, le 26 novembre 1943. Les services américains décidèrent de reprendre les opérations à peu près au même endroit en avril 1944 et à l'insu des services français qui, eux-mêmes, y mettaient sur pied d'autres liaisons... C'est pour héberger les résistants

que l'on souhaitait faire partir pour Alger que Faral fut contacté. Il accueillit donc chez lui, 1 rue Fontanette, fin avril, deux hommes dont il ignore toujours l'identité. L'opération n'ayant pu être réalisée, elle fut renvoyée au 25 mai. À ce moment-là, les deux résistants, revenus à Saint-Tropez, furent pris en charge par l'équipe de réception qui les fit embarquer sur une vedette venant de Corse. Celle-ci débarqua deux autres résistants, le capitaine Edmond Riand et son radio Guillaume Damprun.

Or le réseau Azur était infiltré par la Sipo-SD de Marseille, l'équipe de réception était composée de militants d'extrême droite, membres du PPF tunisien, passés en France et devenus auxiliaires des Allemands. Riand et Damprun furent arrêtés, interrogés, maltraités et déportés en Allemagne. Les deux hommes qui avaient été hébergés à Saint-Tropez et que l'équipe de gestapistes avait laissé partir n'étaient autres que Marius Chavant (commandant Clément), chef politique du maquis du Vercors, et son adjoint, Jean Veyrat (lieutenant Raymond, qui sera plus tard tué au Vercors). Ils allaient réclamer des armes à Alger et ils ne surent jamais qu'ils étaient passés entre les mains des « gestapistes » !

À quelques jours de là, une nouvelle équipe radio atterrit au même endroit et ne trouva, heureusement pour elle, aucun comité de réception. Elle fut récupérée, errante, par un cultivateur de Ramatuelle, Ladouceur, qui avisa la Résistance locale. Ils furent interrogés par François Pelletier qui avait en charge des opérations maritimes des services français dans le même secteur, mais qui n'avait pas été avisé de celle-ci...

Lucien Faral continua à héberger des résistants en instance de départ dans les opérations montées par Pelletier. C'est chez lui que Paoli, le radio de François Pelletier, conduisit le capitaine Muthular d'Errecalde, arrêté le 24 juillet, et un aviateur américain récupéré par la Résistance.

GILBERT Roger

Ancien officier, architecte à Saint-Tropez, il fut vraisemblablement le responsable local de l'important réseau de résistance Carte créé en 1942, avant l'occupation, par le peintre André Girard d'Antibes et fortement soutenu par les services secrets britanniques. Il fut aussi l'un des membres du groupe des « Sans-Culotte » et passa au Front national lorsque le groupe l'intégra. Il en devint le responsable jusqu'à ce qu'il soit obligé de quitter Saint-Tropez en mars 1943.

GILBERT-DREYFUS (DREYFUS Gilbert) alias Aspirine, Gilbert Debrise (1902-1989) et DREYFUS Jacqueline

Professeur agrégé de médecine à Paris, spécialiste d'endocrinologie, auteur de nombreuses études sur cette question, il quitta Paris et rejoignit sa famille à Saint-Tropez fin 1941. Installé aux Salins, il fut l'un des créateurs du Front national local à l'automne 1942. Communiste ou proche des communistes, il connaissait le Dr Raymond Leibovici qui fit plusieurs séjours à Saint-Tropez, alors qu'il avait des responsabilités importantes dans la résistance communiste à Paris. C'est sans doute lui qui mit un membre de la direction de la zone Sud du parti communiste en relation avec Gilbert-Dreyfus afin que celui-ci lui fournisse le contact avec des personnalités résistantes de la région. Gilbert-Dreyfus participa à la création des FTP locaux avec Jean Despas et Jean Guillerm. Il visita les maquisards du camp Faïta avec le Dr Roy. Il fut appelé à diriger le Front national des médecins pour la zone Sud en octobre 1943. Arrêté à Bollène, dans le Vaucluse, par les Allemands, il fut déporté à Mathausen. Il raconta cette expérience éprouvante dans *Cimetières sans tombeaux* (Paris, Plon, 1979).

Après guerre, il poursuivit une brillante carrière médicale et scientifique (chef de ser-

vice à La Pitié, membre de l'Académie de médecine et de l'Institut). Il avait obtenu la médaille de la Résistance avec rosette et était grand officier de la Légion d'honneur.

Son épouse, Jacqueline, fut à ses côtés une résistante très active elle aussi. Elle participa au réseau Interallié/F2 à partir d'octobre 1941, en liaison avec l'ingénieur toulonnais Lévy-Rueff et le capitaine de vaisseau Trolley de Prévaux, résidant au Rayol. Elle en fut même la responsable pour le secteur de Saint-Tropez, avant d'être remplacée par Jean Despas vers mars 1943. Elle était également membre du Front national et agent de liaison des FTP.

Les Gilbert-Dreyfus restèrent fidèles par la suite à leurs attaches tropéziennes.

GIRARD René (1892-1976)

Né en Algérie, ingénieur, il dirigeait le chantier naval de Saint-Tropez. De sensibilité radicale-socialiste, il participa à la création du Front national fin 1942, il entra aussi en contact avec le chef d'arrondissement des MUR, Jean Cazelles, de Draguignan, en 1943. Il fut proposé par le commissaire de police Mortier, qui avait l'accord de la Résistance, pour devenir maire de Saint-Tropez alors que le préfet cherchait un remplaçant au Dr Laverée. Il fut nommé le 26 octobre 1943. Désigné par la Résistance comme président du Comité inter-cantonal de Libération en mai 1944, il était recherché par les Allemands depuis l'arrestation de François Pelletier.

Président de la délégation municipale de Saint-Tropez à la Libération, il fut élu maire à la tête de la liste Front national en 1945. Il démissionna le 22 octobre 1945 prenant prétexte de la défaite de la liste du parti radical-socialiste auquel il appartenait aux élections pour l'Assemblée Constituante. Il fut candidat aux élections pour la nouvelle assemblée constituante de 1946 sous cette étiquette. Il était membre du comité directeur départemental du

Rassemblement du Peuple français (RPF), le parti gaulliste, dont il fut exclu en 1949 car il restait fidèle au Parti radical-socialiste dont il était le vice-président départemental.

Famille GRANGEON

Famille de militants communistes et de résistants, nés et résidant à Saint-Tropez.

Projectionniste au cinéma L'Eden, Auguste alias Actualités, Lucien (1901-1945) était le responsable local du parti communiste avant-guerre et continua pendant la clandestinité. En 1942, il fut l'un des initiateurs de la création du Front national en recherchant à regrouper des résistants de sensibilités diverses. Dans ce but, il soutint la fusion avec les « Sans-Culotte » et la fourniture de renseignements au réseau interallié F2. Obligé de quitter Saint-Tropez après l'interception de la liaison clandestine par sous-marin le 26 novembre 1943, il partit à Paris, puis fut muté par son organisation à Besançon. Arrêté par les Allemands à Pontarlier le 14 juillet 1944, déporté à Mathausen, il y mourut le 21 mars 1945. Une avenue de Saint-Tropez porte son nom.

Sa famille partageait son engagement. Son épouse, Augustine, secrétaire du syndicat des hospitaliers, participait au comité clandestin des femmes. Sa sœur Anna, mariée au compositeur Louis Durey, distribuait des tracts. Son fils, Paul, né en 1925, lycéen, était le responsable de la Jeunesse communiste et du groupe local des FUJP (Forces unies de la jeunesse patriotique) qu'il représentait au comité de Libération inter-cantonal. Membres des FTP, il participa aux combats de la Libération et s'engagea dans le régiment FFI des Maures où il fut aspirant.

Noël, le frère d'Auguste, agent de la Compagnie des eaux, fut arrêté le 6 mai 1942 pour la diffusion du journal communiste clandestin local, Lou Travailladou. Il fut acquitté par le tribunal maritime de Toulon, le 22 juillet suivant.

GRAZIANI Alcide alias Janvier (1902-1944)

Corse d'origine, autre militant communiste et syndicaliste, il vint s'installer comme coiffeur à Grimaud en 1930. Mobilisé en 1939 dans le Corps expéditionnaire en Norvège, il fut décoré de la Croix de guerre. À peine démobilisé, il fut perquisitionné le 18 juillet 1940, puis interné par arrêté du 3 décembre 1940 au camp de Chibron (commune de Signes), puis dans celui de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn) et enfin à Fort-Barraux (Isère). Il fut libéré le 27 avril 1942. Bien que surveillé, il participa à la formation des FTP et du maquis des Maures, après avoir été contacté par le responsable départemental, Henri Faurite, qui l'avait connu en camp. Il participa à plusieurs actions, dont le sabotage du transformateur de Saint-Pons-les-Mûres avec Alix Macario. C'est chez lui que son neveu, Paul Rossi, résistant qui avait dû quitter Argenteuil où il était recherché vint d'abord se réfugier avant de passer chez les FTP de la 1^e compagnie de Provence. Rossi fut blessé dans l'attaque du détachement auquel il appartenait à Signes, le 2 janvier 1944. Récupéré par des résistants, il fut soigné à Saint-Tropez. Sans doute victime de la dénonciation d'un maquisard arrêté par les Allemands après cette affaire, Graziani échappa à l'arrestation en janvier. Muté à Lyon par son parti le 20 avril, il y fut arrêté vers le 4 mai et fut exécuté à Bourg-en-Bresse le 13 mai.

Il fut désigné comme président du comité local de libération de Grimaud à titre posthume. Une plaque commémorative a été apposée par ses camarades de la Brigade des Maures sur sa maison de Grimaud après guerre.

GUILLERM Jean alias Le Guern (1903-1963) et Rose

Né dans le Finistère, Jean Guillerme s'était engagé à 18 ans dans la marine et vint à Toulon. Rendu à la vie civile, chauffeur-mécani-

cien, il milita à la CGTU et au parti communiste. Installé à Saint-Tropez, camionneur, il participa à la reconstitution clandestine du PC, bien que surveillé. Sa femme, Rose, adhéra au PC à ce moment-là et allait s'y montrer active avec Noëlie Thomazo et Fernande Coddou, diffusant avec elles tracts et journaux. Née Linalddedu en 1902 à La Garde-Freinet, d'un père socialiste italien et d'une mère corse, elle travaillait comme bonne chez une riche famille hollandaise. Elle hébergea de nombreux clandestins, fit des liaisons, transmettait des renseignements à Jacqueline Dreyfus. Pendant ce temps, son mari fut chargé de créer les FTP à Saint-Tropez et il en fut le premier responsable. Il participa à plusieurs actions de sabotage et effectua, parfois seul, plusieurs coups de main pour venir en aide aux maquisards des Maures (vol de tickets de ravitaillement, le plus souvent avec des complicités locales). Son nom figurait sur la liste dressée par la police allemande dès le 27 septembre 1943, mais c'est après l'interception de l'opération d'embarquement à bord d'un sous-marin à Ramatuelle qu'il dû partir de Saint-Tropez. Rose Guillermin continua à participer à la Résistance, par exemple en allant débarrasser les préparatifs de fabrication d'explosifs chez Moulton, à Gassin, après la descente allemande de février 1944. Jean Guillermin se réfugia d'abord en Bretagne, puis revint à Toulon où était son frère. Tous deux participèrent dans les rangs des FTP aux combats de la libération à Toulon, Jean comme responsable du quartier de Saint-Jean-du-Var. Il s'engagea dans le régiment des Maures, homologué comme sous-lieutenant.

HÉLIN Arthur

Ancien combattant de la Première guerre mondiale, décoré de la Croix de guerre et de la médaille militaire, l'abbé Hélin, curé de La Croix-Valmer, se fit vite remarquer pour des sermons qui n'étaient pas dans ligne du

régime de Vichy. C'est pourquoi la très secrète section de la légion française des combattants de Cavalaire le dénonça comme gaulliste dès 1941. L'abbé Hélin participa à un réseau de renseignement, probablement d'abord le réseau Carte, pour lequel il collectait les informations. Il figurait comme hostile à l'Axe dans la liste des résistants dressée par l'OVRA datée du 7 septembre 1943. Une fois muté au Lavandou, il continua à participer à la Résistance. Son nom a été donné à une rue de la localité.

ISRAËL Pierre alias Pierre Mortier

Né le 28 décembre 1905 à Nancy, industriel, résidant à Neuilly jusqu'en novembre 1940, Pierre Israël vint se réfugier en 1941 à Sainte-Maxime avec sa compagne Jacqueline Veret. Juif et patriote, il participa à la résistance du secteur. On ne sait pas précisément comment le contact s'était établi. Il faisait partie du groupe qui devait embarquer, dans la nuit du 25 au 26 novembre 1943, à bord du sous-marin La Perle. C'est en tant que représentant du Front national et des FTP qu'il devait partir à Alger pour réclamer des armes et des moyens pour la Résistance locale, comme en atteste le document qu'il portait avec lui. L'opération fut interceptée par les Allemands. Léon Alsasser Granger fut tué en tentant de protéger le groupe. Pierre Israël fut capturé avec le lieutenant de marine Pothuau. Interrogé et vraisemblablement torturé au 425 de la rue Paradis, il fut emprisonné aux Baumettes du 27 novembre 1943 jusqu'au 13 juin 1944, date de la dernière lettre qu'il put transmettre par la Croix Rouge. On ne sait s'il a été jugé et condamné à mort. Quoi qu'il en soit, il fut exécuté, sans doute le 26 juin. Les Allemands le firent inhumer dans la fosse commune du cimetière Saint-Pierre de Marseille.

**LEIBOVICI Raymond alias Maxime
(1906-1982)**

Chirurgien parisien réputé, d'origine roumaine, naturalisé, officier de réserve, il vint à diverses reprises à Saint-Tropez après sa démobilisation. Il y résida par intermittence en 1940-1941 et joua un rôle d'intermédiaire dans les contacts qui se nouaient sur la côte entre la direction du Parti communiste de zone Sud et les services secrets britanniques en 1942. Réceptionnant l'un des responsables du PC en zone sud, il le mit en relation avec les responsables du réseau Interallié/F2 à Nice. Il joua un rôle important dans la Résistance communiste à Paris. En relation avec Charles Tillon, chef national des FTP, il fut sur le plan national le créateur et le responsable du FN des médecins et membre, à ce titre, du Comité d'action contre la déportation (CAD) à Paris en 1943.

LÉON Victor alias Bleuet

Né le 6 décembre 1921 à Gassin, habitant avec ses parents à Ramatuelle, ouvrier tourneur de la Marine à Saint-Tropez, il effectua son temps dans les Chantier de Jeunesse en 1942 à Cavaillon. Réfractaire au STO, il entra dans la Résistance en octobre 1943. Il rejoignit le camp de triage que les FTP du secteur avaient établi à Barbeyrolles à Gassin en décembre 1943. Il fut fait prisonnier lors de l'opération que les Allemands menèrent contre ce camp, le 21 février 1944. Emprisonné à Draguignan, puis aux Petites Baumettes à Marseille, il parvint à sauter du train de déportation vers Dijon et revint à pied à Draguignan. Il réintégra le maquis FTP dans les Basses-Alpes en mai 1944, à Soleillas. Il fut affecté à la 5^e cie FTP à Allons en juillet sous les ordres de François Sibilli alias Cézec et de Jean Sénatore Borde. Selon une autre source, il aurait été un temps malade et aurait rejoint le maquis le 1^{er} août. C'est en participant aux combats de la Libération à Castellane qu'il fut tué le 17 août. Il fut décoré de la Croix de guerre à titre posthume.

**MACARIO Alix alias Bienvenu Henri
(1917-1995)**

Né en 1917 à Cogolin, fils d'immigrés italiens, ouvrier agricole au domaine du Bourrian (Gassin), ce militant communiste participa à la Guerre d'Espagne dans les Brigades internationales d'octobre 1936 à octobre 1938 (bataillon Thaëlmann, puis brigade La Marseillaise). Blessé, rapatrié en France, il ne s'accommoda ni de la défaite, ni de Vichy et participa parmi les premiers à la reconstitution clandestine du Parti communiste dans le secteur des Maures. Il fut l'un des créateurs des FTP du littoral avec les Battaglia de Sainte-Maxime et les Landini de Saint-Raphaël. Il tenta de faire évader Jean Mérot, responsable régional des Jeunesses communistes, de la prison de Toulon en février 1943, hébergea et ravitailla les maquisards du futur camp Faïta, prit part activement à « l'action immédiate » en participant aux premières opérations de sabotage sur la voie ferrée du littoral et contre les installations qui servaient l'occupant. Il prit aussi une part active à la chasse aux auxiliaires de la police allemande. Il participa à la protection des liaisons par sous-marins avec Alger qui avaient lieu sur le territoire de Ramatuelle en 1943. Officier dans la Brigade des Maures, sous le commandement de Jean Despas et de Marco Celebovitch, il fut le chef du maquis qui se forma autour de Cogolin (groupes Courbet et Valmy) après le 6 juin 1944, d'abord à Pélassy, puis au Val d'Astier, et qui parvint à mener à bien des actions spectaculaires, sans perdre un seul homme (ce dont il était très fier). Son groupe occupa Cogolin le 15 août 1944 avant même l'arrivée des troupes débarquées. Capitaine au régiment FFI des Maures, reclassé comme lieutenant, il fut envoyé sur le front des Alpes (au 11^e BCA, secteur du Queyras) au début de l'hiver 1944-1945. Resté communiste jusqu'à son exclusion en 1962 pour aide au FLN, conseiller municipal de Cogolin à plusieurs reprises, officier des sapeurs-pompiers, il fut l'âme de l'ANACR (Association nationale des

anciens combattants de la Résistance) autour du Golfe jusqu'à sa mort, s'employant en particulier avec ses camarades à ce que le souvenir de la Résistance ne soit pas effacé.

MOULTON Donatien alias Mourin

Propriétaire du domaine de Barbeyrolles à Gassin depuis 1934, cet exploitant agricole d'origine anglaise fut membre du Front national du secteur à sa création fin 1942. Il fut aussi contact avec le SOE, service action britannique. Son domaine servit de refuge à la Résistance, mais Donatien Moulton fut porté sur les listes de suspects dressées par l'OVRA et reprises par les Allemands. Il hébergea les rescapés de l'attaque du 26 novembre 1943 qui avait fait échouer l'embarquement pour Alger à bord d'un sous-marin. Parmi ces rescapés, se trouvait la fille du général Giraud. À cette activité, son épouse était pleinement associée. Moulton abrita aussi un camp de triage FTP à partir de la fin de 1943 et jusqu'à l'intervention des Allemands le 21 février 1944. Ayant pu échapper à l'arrestation grâce au commissaire Mortier, il se replia à Fayence, puis dans le Haut-Var et les Alpes-de-Haute-Provence.

MUNK Julius

Singulière destinée que celle de ce médecin viennois, juif et monarchiste, dont la mémoire est rappelée, grâce des résistants communistes au fond de la forêt des Maures... Le docteur Julius Munk et son épouse Élisabeth sont arrivés en France le 2 septembre 1938 et se sont installés au Lavandou le 4 février 1939. Ils y vivaient dans une petite ferme en faisant un peu de culture et d'élevage. Ils avaient suivi au Lavandou un ami viennois, Stephen Herz-Kestranek, juif comme Julius, directeur d'un grand magasin, qui était arrivé en France en août 1938 avec sa femme et s'y était installé en décembre. Herz avait été commissaire du

gouvernement autrichien contre le nazisme, tandis que Munk était médecin légiste auprès de la police de Vienne. Tous deux avaient milité dans ligue paramilitaire nationaliste, la Heimwehr. Ils avaient soutenu le coup de force sanglant du chancelier Dollfuss en 1934, mais n'en étaient pas moins, comme lui, antinazis.

Comme tous les « ressortissants du Reich », le Dr Munk fut interné une première fois à la déclaration de guerre, le 5 septembre 1939, d'abord à Toulon (La Rode), puis à la tuilerie des Milles, à Aix. Libéré le 26 septembre, il fut à nouveau interné en mai 1940 comme les autres Austro-allemands. Lui se retrouva encore aux Milles et fit partie du fameux train qui fut envoyé vers Bayonne en juin, puis revint et aboutit à Saint-Nicolas, près de Nîmes, en juillet dans des conditions épouvantables. Élisabeth Munk fut internée à Hyères, puis expédiée au camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques). Ils furent heureusement libérés tous les deux dans l'été et revinrent au Lavandou.

On ne sait comme Julius Munk entra en contact avec la Résistance locale et, en particulier, avec les FTP. Sans doute fut-ce par l'intermédiaire de l'écrivain autrichien Rheinhardt, lui-même issu d'un milieu conservateur, mais que ses engagements antinazis avaient rapproché de la gauche, d'autant que sa secrétaire, la baronne Erica de Behr, une réfugiée russe, révéla des sympathies communistes à la Libération. La Wehrmacht occupant la région en septembre 1943, Munk se cacha dans un cabanon, en pleine campagne, La Redasse, près de Cogolin, en contact avec les FTP locaux et le camp Faïta qui était en train de quitter les Maures. Certains des cadres du maquis avaient été envoyés dans les Basses-Alpes pour s'occuper des camps qui s'y trouvaient. Munk suivit cette filière en octobre 1943. Il rejoignit une dizaine d'hommes dont des soldats soviétiques déserteurs à Clumanc, sous les pseudonymes d'Armand Mayer et d'Isaac. Il monta une petite infirmerie aux Sauzeries-Basses. C'est là

qu'il fut vraisemblablement arrêté le 3 février 1944, en voulant évacuer un FTP malade, alors que le maquis était attaqué. Déporté à Neue Bremen, puis à Orianenburg, il mourut à Buchenwald le 20 avril 1945.

Alix Macario, qui l'avait connu, fit apposer une plaque en souvenir de Munk sur le cabanon où il s'était caché. Inaugurée le 4 septembre 1992, elle est ainsi libellée : « Ce cabanon servit d'abri aux clandestins et de relais aux Patriotes des Maures. A la mémoire du Dr Julius Munk de Wien (Autriche). Déporté et exterminé à Buchenwald le 20 avril 1945 ».

Bibliographie : Jacques GRANDJONC et Teresia GRUNDTNER (dir.), *Zones d'ombres 1933-1944*, Aix-en-Provence, Éd. Alinéa, 1990 (témoignage d'Élizabeth Munk p. 58 et suiv.).

MUTHULAR d'ERRECALDE Jean-Maurice alias Lucas, Jean Diriaut

Né le 10 mai 1909 à Paris (Texas, États-Unis), d'ascendance basque et de petite noblesse (il portait le titre de baron), marié, Jean-Maurice Muthular d'Errecalde était avocat à New York. Il avait été recruté par la section des opérations spéciales de l'OSS (les services spéciaux américains) avec le grade de lieutenant. Il fut parachuté dans la nuit du 14 juin 1944 avec deux instructeurs entre La Motte d'Aigues et Cucuron (Vaucluse), dans le cadre de la mission Lincoln. Il était envoyé par l'état major chargé de préparer le débarquement en Provence (le Special Projects Operations Center) auprès de la mission interalliée Michel dirigée par le capitaine Henri Chanay pour avoir plus d'informations sur la situation très confuse qui régnait dans la région depuis le 6 juin et le conflit qui avait éclaté entre le commandement régional des Forces françaises de l'intérieur (FFI) et le commandement régional de l'Organisation de résistance de l'Armée

(ORA). Il portait des instructions pour la dispersion de la mobilisation maquisarde et le regroupement des armes. Hébergé par le Dr Régis, directeur de l'hôpital psychiatrique d'Aix-en-Provence, il prit contact avec divers chefs régionaux de la Résistance, notamment le capitaine Robert Rossi Levallois, commandant régional FFI. Se trouvant au cœur des dissensions entre les diverses forces résistantes, il entendit repartir assez rapidement à Alger afin de porter lui-même les informations, comme il le précisa dans un message envoyé le 18 juillet. Il fut pour cela envoyé à Saint-Tropez dans l'attente d'une liaison clandestine par vedettes rapides. Il y arriva le 15 juillet et prit contact avec François Pelletier Ruben, chargé de cette mission. Son agent de liaison, Françoise, portait avec elle les documents qu'il devait porter à Alger, en particulier un message sur les opérations à faire sur le réseau ferré pour isoler la région. Logé à l'hôtel Aïoli dans l'attente du départ, il serait allé chercher un aviateur américain abattu par la Défense anti-aérienne à Hyères le 19 juillet et l'aurait ramené à Saint-Tropez. Il fut rejoint par Maurice Deydier Seignon de Possel Noël, autre officier parachuté par Alger qui s'était mis au service de la section IV de la Sipo-SD de Marseille. Arrivé le 23 juillet à Saint-Tropez, de Possel passa la soirée avec lui, puis le retrouva le lendemain pour déjeuner. Il avait fourni son signalement à Ernst Dunker Delage, le pivot de la section IV, arrivé lui aussi la veille avec deux de ses hommes. D'Erracalde fut arrêté le 24 avec Seignon de Possel, après le repas, et conduit dans le bâtiment de la Kriegsmarine de Saint-Tropez. Dunker fit arrêter ensuite François Pelletier et son radio. Ils furent tous conduits au siège de la Sipo-SD au 425 de la rue Paradis, à Marseille. Seignon de Possel demanda à ce que François Pelletier et d'Errecalde soient exécutés le plus vite possible afin qu'ils ne parlent pas de lui.

La liaison par vedette qui devait le conduire en Corse était prévue le 24 au soir. Françoise,

son agent de liaison, avait été envoyée à Saint-Tropez le prévenir de l'arrestation d'Henri Chanay, le 21 juillet, mais elle n'avait pu le joindre et, quand elle revint, le 25, c'était trop tard.

D'Errecalde croyait être traité en prisonnier de guerre. Il se pensait protégé par sa nationalité et regrettait d'avoir laissé son uniforme à Aix. Interrogé et torturé au siège de la Sipo-SD, il fut emprisonné aux Baumettes, où il fut frappé de nouveau, à coups de trique et de nerf de bœuf, le 7 août, après une attaque aérienne alliée sur Marseille. D'après un co-détenu, D'Errecalde, très croyant, passait une partie de ses journées à prier. Il fut fusillé avec huit autres résistants, dont François Pelletier et Henri Chanay, le 12 août, au fond d'un vallon isolé dans les bois de Signes où, le 18 juillet, dans les mêmes conditions, vingt neuf autres résistants avaient été exécutés. Les corps furent exhumés le 17 septembre 1944. Un monument funéraire a été inauguré le 18 juillet 1946 dans ce lieu, connu désormais comme le « Vallon des fusillés » et devenu nécropole nationale en 1996. Sa dépouille a été inhumée au cimetière américain de Luynes, près d'Aix-en-Provence. Une stèle a été inaugurée le 2 mars 1969 au col de Vignon, hameau de La Mourre, à La Garde-Freinet, à sa mémoire et à celle de François Pelletier.

OTTOU Achille

Né en 1918, exploitant agricole de Ramatuelle, Achille Ottou, mobilisé en 1939, avait été fait prisonnier, mais avait pu s'évader. Recruté pour la Résistance par le garde champêtre Aristide Giraud, il commença par collecter des renseignements qu'il passait à l'abbé Hélin. Il fut contacté en février 1943 par une équipe qui venait d'être débarquée par le sous-marin Casabianca dans une crique du littoral. Cette équipe était composée d'agents des services spéciaux français d'Alger (dirigés par le commandant Paillole) et de Fred Brown,

envoyé par l'OSS pour créer un réseau de renseignement dans le Midi. Partisans du général de Gaulle, Ottou et son épouse se mirent au service des réseaux français et alliés pour les opérations d'embarquement - débarquement qui devaient voir lieu une fois par mois à la Roche-Escudelier. Certaines de ces opérations échouèrent, mais régulièrement sa ferme accueillit une quinzaine de personnes, officiers et personnalités attendant l'embarquement, agents débarqués, équipe de protection. Cette sorte de navette, le « tube », fut interrompue dans la nuit du 26 novembre 1943 par l'intervention des Allemands qui avaient infiltré le réseau Paillole. Achille Ottou ne fut pas dénoncé et continua à participer à la Résistance avec les FTP du secteur. Il se trouvait aux premières loges au moment du débarquement du 15 août, aux côtés de Jean Despas. Il présida le comité local de libération de Ramatuelle.

PAJETTA Giuliano alias Camen

Né à Turin en 1915, militant communiste italien comme son frère de Giancarlo, il se réfugia en France à partir de 1931, puis séjourna en URSS. Envoyé en Espagne au moment de la guerre civile, il fut désigné comme commissaire politique de la Brigade Garibaldi formée de volontaires italiens. Replié en France au moment de la défaite des républicains, il fut interné au camp du Vernet en 1939, puis transféré au camp des Milles (Aix-en-Provence) au printemps 1941 sous prétexte de préparer son départ de France. Ayant reçu l'ordre du parti communiste italien clandestin de s'évader, il fut envoyé dans le Var pour y constituer une organisation clandestine. Il raconta cette expérience dans un livre qui constitue un témoignage extrêmement précieux sur les débuts de la Résistance communiste dans la région. Cet ouvrage en italien fut publié en 1956 par les éditions du PCI avec, non sans ironie, le titre de la chanson bien connue de Maurice Trenet, Douce France. Pajetta et sa femme, qui était

venue le rejoindre, furent hébergés à l'Auberge des Maures, à Saint-Tropez, par les époux Capello qui furent des soutiens constants. Saint-Tropez servit donc de base pour Pajetta qui constitua des groupes de militants en particulier à La Seyne, Toulon, Hyères-La Londe, Les Arcs-Draguignan, Saint-Raphaël avec pour consignes de diffuser de la propagande antifasciste en français et en italien et de préparer des volontaires à partir résister en Italie. Saint-Tropez servit à plusieurs reprises comme lieu de rencontre de dirigeants du PCI clandestin. C'est là en particulier que le futur cinéaste Gilles Pontecorvo reçut des instructions de la part de Giorgio Amendola, l'un des dirigeants du PCI, avant de se rendre en Italie.

Les souvenirs publiés de Pajetta s'arrêtent en avril 1942, lorsqu'il fut muté dans les Alpes-Maritimes. C'est là qu'il fut arrêté un mois plus tard. Condamné à deux ans de prison, il fut emprisonné à Nîmes, puis à la Centrale d'Eysse (Lot-et-Garonne), dont il parvint à s'évader avec dix sept autres prisonniers, le 5 février 1944. Resté un moment dans un maquis dans les Cévennes, il passa en Italie au printemps 1944. Il fut arrêté par les Allemands et déporté à Mauthausen.

Bibliographie : Giuliano PAJETTA, *Douce France*, Rome, Editori Riuniti, 1956.

PELLETIER François alias Ruben ou François Perron

Né le 24 décembre 1920 à Milly-sur-Thérain (Oise), il était le fils aîné de propriétaires terriens picards, catholiques et conservateurs. Il fit ses études, d'abord au collège du Saint-Esprit à Beauvais (Oise), jusqu'à 14 ans, puis en Belgique et enfin au lycée de Beauvais pour préparer le bac. Engagé dans les scouts, il adhéra ensuite à la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Après le bac, il entra à l'école de Grignon (Savoie) pour devenir ingénieur agronome et revint dans l'Oise pour continuer

à se former. Il partit le 7 janvier 1942 en Algérie, près de Djelfa, dans une station d'élevage de moutons, puis géra une grande ferme sur les Hauts-Plateaux, à Saint-Arnaud, près de Sétif.

Mobilisé à la mi-novembre 1942, après le débarquement allié en Algérie, il fut versé dans l'aviation, puis s'engagea en février 1943 dans les parachutistes. Après un stage à Fès au premier semestre 1943, il suivit l'entraînement des forces spéciales au camp de Staouéli, près d'Alger, puis, en septembre, au camp d'El Biar à direction britannique. Il se lia d'amitié avec celui qui devait le trahir et le faire arrêter par la police allemande à Saint-Tropez, Maurice Deydier Seignon de Possel Noël. Après un faux départ à la mi-décembre 1943, il fut parachuté dans le Vaucluse, à La Motte-d'Aigues, dans la nuit du 7 au 8 mars 1944. Avec le soutien de l'ORA, il fut envoyé dans le Var et s'installa d'abord à Draguignan et Saint-Raphaël, puis à Cogolin, et enfin à Saint-Tropez, avec son radio, Jean Paoli Paul Camous. Il était chargé des nouvelles liaisons maritimes clandestines que les services spéciaux d'Alger avaient organisées avec la Corse par vedettes rapides. Il put assurer deux liaisons. La première - dite opération Coniston - eut lieu à la calanque du Brouis, à Ramatuelle, afin de recevoir dans la nuit du 28 au 29 avril la mission météo servant à préparer le débarquement en Provence, composée d'Armand (Marcel Chaumien, chef de mission) et de Jean (Jean Soupiron, opérateur radio). Il en profita pour faire partir un courrier où il disait ses difficultés financières, précisant ne pas vouloir faire comme Noël (Seignon de Possel), chargé d'une mission identique à la sienne à La Ciotat, qu'il avait revu et qui était, d'après lui, sans argent (ce qui était faux). Les difficultés d'accès au point de liaison choisi, la perte d'un aviron conduisirent Pelletier à changer de lieu et reporter les liaisons à la calanque du Virol (nom de code Carical), qu'il démina lui-même. C'est là qu'eut lieu dans la nuit du 24 au 25 mai, après divers échecs,

l'embarquement du chef régional de la SAP, Camille Rayon Archiduc, du chef de la mission Hercule et de son radio et le débarquement du Dr Henri Rosencher Raoul, membre de la mission interalliée, qui avait été l'un des instructeurs de Pelletier à Staouéli. D'autre part, Pelletier réceptionna aussi à Saint-Tropez des agents débarqués inopinément sur la côte par les services américains (OSS) pour le réseau Azur.

François Pelletier était allé au début mai à Paris pour participer avec sa famille à une cérémonie à la mémoire de son frère, Michel, son cadet de deux ans, membre du groupe Vengeance à Paris et fusillé au Mont-Valérien le 15 mars précédent.

Désireux d'agir, Pelletier avait noué des relations étroites avec la Résistance de la région de Saint-Tropez dont l'orientation majoritaire était Front national-FTP. Il fut intégré de fait, après la mobilisation du 6 juin, dans la Brigade des Maures, groupement commun aux FTP et à l'AS. Il lui fit obtenir un parachutage d'armes, le 13 juillet 1944, aux Rabassières (Cogolin), après une première tentative manquée le 1^{er} juillet. Il instruisait aussi le maquis installé près du hameau de La Mourre. Seignon de Possel, qui s'était mis au service de la section IV de la police allemande de Marseille dès son arrivée en France, était venu à plusieurs reprises à Saint-Tropez le retrouver. Il avait donné son signalement à Ernst Dunker Delage, l'homme-clé de la section IV, en indiquant notamment comme signe distinctif qu'il lui manquait l'index. Il lui avait fourni également des précisions sur son domicile et celui de son radio. Revenu à Saint-Tropez le 23 juillet, il fit arrêter le lendemain, d'abord le major américain Muthular d'Errecalde Lucas, que Pelletier devait faire embarquer le soir-même, puis, vers 13 heures, celui-ci et Paoli, à la villa Jeannette. Les trois hommes furent conduits à Marseille, au 425 rue Paradis, siège de la Sipo-SD, où ils furent interrogés et torturés. Pelletier fut particulièrement maltraité. Seignon de

Possel demanda que Pelletier et d'Errecalde soient exécutés le plus vite possible afin qu'ils ne puissent le dénoncer. Emprisonné aux Baumettes à Marseille, Pelletier aurait fait passer un mot pour Nicole Célébonovitch afin d'alerter ses camarades. Il fut fusillé avec huit autres résistants, dont d'Errecalde, le 12 août, au fond du vallon isolé dans les bois de Signes où, le 18 juillet, vingt neuf autres résistants avaient été exécutés. Les corps ont été exhumés le 17 septembre 1944. Un monument funéraire a été inauguré le 18 juillet 1946. Le « Vallon des fusillés » est devenu nécropole nationale en 1996. Il existe une avenue François-Pelletier à Saint-Tropez et une rue à son nom à Cogolin et à La Garde-Freinet. Une stèle à sa mémoire et à celle de d'Errecalde fut inaugurée au col de Vignon (La Mourre) le 2 mars 1969.

Pelletier fut décoré de la Croix de guerre avec étoile de bronze à titre posthume. Dans la dernière lettre écrite à ses parents, il avait écrit :

« J'aurais pu agir autrement, peut-être plus prudemment, mais ce n'était pas "ma voie" et je n'aurais pas été heureux ».

Bibliographie : Antoine PELLETIER, *Autrement qu'ainsi*, Paris, Éd. Quintette, 1991. Henri ROSENCHER, *Le sel, la cendre, la flamme*, rééd. Paris, Kiron-Éd. du Félin, 2000.

PORTE Régis (1920-1994) et RAYMOND César (1925-1944 ou 1945)

Régis Porte et d'autres jeunes de la localité se firent remarquer par les inscriptions au goudron qu'ils tracèrent sur les murs et les voies de Cavalaire et La Croix-Valmer dans la nuit du 28 au 29 mars 1941 et encore la nuit suivante. Régis Porte avait dérobé un pot de goudron dans un local des Ponts et Chaussées et c'est en particulier avec César Raymond, fils d'un hôtelier faisant partie du même groupe d'adversaires de Vichy que son père, qu'il traça des croix de Lorraine, des V (comme le

recommandait la France Libre à la BBC), des slogans hostiles à l'amiral Darlan, au maréchal Pétain et à la Légion des combattants dont la section de Cavalaire était particulièrement vindicative et agressive. Elle accusa d'ailleurs le père de Régis, Antonin Porte, d'avoir suscité ces inscriptions. Antonin Porte était exploitant agricole, aviculteur, et faisait partie du petit groupe de républicains très hostile au régime de Vichy. Le photographe de Cavalaire se fit un malin plaisir d'exposer des photos des inscriptions dans sa devanture, ce qui lui valut une amende. Soupçonnés depuis plusieurs semaines, les jeunes gens furent arrêtés le 4 juin 1941 et condamnés par le tribunal correctionnel de Draguignan. Ils passèrent plusieurs mois en prison avant d'être libérés en novembre 1941. Après avoir effectué son temps de Chantiers de jeunesse, Régis Porte continua dans la Résistance en rassemblant des renseignements sur la défense de la côte qu'il transmettait à Marc Rainaud. Tandis que son père dirigeait le groupe local du front national, il était membre des MUR et diffusait la propagande clandestine. Il rejoignit le maquis de La Mourre après le 6 juin 1944. César Raymond, continuant lui aussi dans la Résistance, vraisemblablement dans un réseau de renseignement, fut arrêté en février 1944 lors d'une mission et disparut dans l'enfer d'Orianenburg.

RAINAUD Marc

Né en 1912 à Paris, officier de réserve, cet architecte a participé dès avant l'occupation de la région à un réseau de renseignement, sans doute le réseau Carte du peintre André Girard d'Antibes. Il adhéra ensuite au Front national du secteur de Saint-Tropez. Il en devint le responsable local pour La Croix-Valmer où il était installé avant de s'établir à Saint-Tropez. Proche des MUR, il fut désigné comme commandant de la Brigade des Maures, qui rassemblait FTP et AS, au printemps 1944. Il devint ainsi le chef FFI du secteur. Il participa

aux combats de la Libération de Saint-Tropez et fit partie de ceux qui furent félicités par le général Patch pour leur action le 18 août. Il fut alors nommé sous-préfet de Toulon par le préfet de la Résistance, Henri Sarie. Il le resta jusqu'en juillet 1945.

RHEINHARDT Emil Alphons (1899-1945)

Auteur notoirement connu à Vienne pour son engagement dans le mouvement expressionniste et ses multiples activités littéraires, docteur en médecine, Emil Alphons Rheinhardt s'était installé au Lavandou dès 1928 pour écrire. Il occupa une place centrale au sein de l'exil antinazi sur le littoral provençal. Sa maison, Les Chênes, fut un lieu de rencontre où il accueillait écrivains et artistes. Il alla rencontrer Thomas Mann lorsque celui-ci vint un court moment dans le Var au printemps 1933. Il fut l'un des fondateurs de la « Ligue pour l'Autriche de l'esprit », avec les écrivains Roth et Werfel fin 1938 et participa à diverses manifestations à Paris en faveur de la Résistance autrichienne ou en soutien à la Tchécoslovaquie. Sa présence au Lavandou conduisit l'industriel et écrivain Kurt Lichtenstein à s'y établir. Sa notoriété ne l'empêcha pas d'être interné au camp des Milles (Aix-en-Provence) au début de la guerre comme « ressortissant ennemi »... Vite libéré, il dut y retourner en mai 1940 et connut les péripéties lamentables qui accompagnèrent les jours de défaite. Revenu au Lavandou en juillet, il hébergea Golo Mann qui venait d'être libéré d'internement, le 29 juillet. Ils demandèrent ensemble, le 4 septembre, un sauf-conduit pour se rendre à Marseille afin d'effectuer des démarches auprès de « plusieurs consulats ». Ils prirent aussi contact avec le Comité américain de secours de Varian Fry qui préparait le départ vers les États-Unis, via l'Espagne, d'Heinrich Mann et du couple Franz Werfel-Alma Malher, installés à Sanary. Golo resta à Marseille et put les accompagner.

Rheinhardt, qui connaissait bien les uns et les autres, ne les suivit pas. S'avouant « Européen incurable », il invoqua en septembre 1942 la nécessité de rester dans « son » environnement pour terminer le récit qu'il était en train de rédiger. Archives et témoignages locaux ne disent rien de sa vie alors, mais il ne subit aucun ostracisme particulier jusqu'au drame de 1943, quand il fut arrêté le 29 avril par la police politique italienne, la redoutable OVRA, en compagnie de quatre autres habitants du Lavandou, dont Pierre Parmentier, communiste libertaire. Rheinhardt dira à l'un de ses compagnons de captivité avoir été arrêté pour espionnage. Divers réseaux de renseignement étaient en effet présents dans ce secteur. C'est du Lavandou que le réseau franco-britannique Alliance avait fait partir vers Alger, par liaison sous-marine, le général Giraud au début novembre 1942. Plusieurs arrestations dans la commune, avant et après avril, sont liées à cette affaire. Un autre réseau, le franco-polonais F2, avait des liens avec des éléments communistes qui participaient eux-mêmes au service de renseignement de leur organisation. Cependant, le secteur n'était encore que faiblement fortifié et n'avait aucune importance stratégique, mais ce que les occupants craignaient, non sans raison, c'est que les criques isolées de ce littoral ne servent à des opérations maritimes clandestines. Pierre Parmentier a été arrêté pour distribution de tracts aux soldats italiens (rédigés par lui) et recherche de points d'embarquement pour sous-marins. Il est possible que Rheinhardt y ait été mêlé. On est bien documenté sur le calvaire qui attendait Rheinhardt et Parmentier. Enfermés à la caserne des carabiniers d'Hyères jusqu'au 18 mai, ils furent transférés à Nice, à la villa Lynwood où ils restèrent jusqu'au 20 juin. Cette villa était le lieu de torture de la police fasciste et l'on possède sur le supplice de Rheinhardt (et sur celui de Parmentier) un récit exceptionnel, celui de l'un de leurs compagnons de souffrances, Conrad L. Flavien

(voir témoignage joint).

Après Nice, Rheinhardt fut envoyé à la prison d'Imperia en attendant son jugement par le tribunal militaire de Breil. Mais la débâcle italienne interrompit la procédure. Il suivit probablement le même itinéraire que Parmentier qui resta prisonnier des Allemands à Imperia jusqu'au 16 janvier 1944. Transféré alors aux Nouvelles Prisons de Nice, puis le 12 mars à Marseille, aux Baumettes, il fut déporté le 19 juin. Rheinhardt se retrouva à Dachau à l'infirmerie comme médecin. Il y mourut dans la nuit du 24 au 25 février 1945.

Bibliographie : Nina POLLARD, *Emil Alphons Rheinhardt (1889-1945)*, Université d'Aix-Marseille, mémoire de master2 Histoire, 2012.

Famille RICHARD

Ulysse Richard alias Langouste était en 1892 à Gallargues dans le Gard. Ancien combattant de la Première Guerre mondiale, grand mutilé, chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre, il était contrôleur principal des contributions directes au Lavandou. Franc-maçon, gaulliste de la première heure, il fut dénoncé par des militants du PPF en 1941. Il fut l'un des points d'appui de l'état-major du très important réseau de renseignement Alliance replié au Lavandou en 1942. Il participa à l'organisation par ce réseau du départ du général Giraud vers l'Algérie, en novembre 1942. Membre du mouvement Franc Tireur, il fut arrêté par la police politique fasciste, l'OVRA, le 3 juin 1943. Emprisonné à Imperia, maintenu en prison par les Allemands le 11 février 1944, il fut finalement libéré le 13 juin 1944. Il présidait le comité local de Libération du Lavandou à la Libération, mais étant fonctionnaire, ne put diriger la municipalité mise en place par la Résistance. Son épouse, Léonie, née dans le Gard en 1890, et sa fille Simone, née à Toulon en 1919, qui fut secrétaire de

mairie au Lavandou à partir de 1942, étaient elles aussi engagées dans la Résistance. Toutes deux furent arrêtées par les Allemands le 10 février 1944. Emprisonnées aux Baumettes à Marseille, puis à Belfort, elles furent libérées le 26 août 1944.

ROSSI François alias Paul

Né en 1923 en Corse, résidant dans la région parisienne, à Saint-Gratien, militant communiste, il intégra les FTP en 1942. Recherché, il se réfugia dans le Var où habitait son oncle, Alcide Graziani, de Grimaud. Hébergé à Saint-Raphaël, puis à Saint-Tropez, il participa à la préparation et à la création du maquis des Maures dont il fut l'un des éléments les plus actifs, impliqué dans de nombreuses actions. Commissaire politique du détachement Marat, il était à Signes, à la ferme Limattes, le 2 janvier 1944 lorsque le maquis fut attaqué par les Allemands. Alors que neuf de ses camarades et le vieux berger qui vivait dans la ferme étaient massacrés après plusieurs heures de combat, Rossi parvint à s'échapper, mais il fut blessé. Sans doute a-t-il assisté, caché, à la mort de ses amis. C'est sans doute lui qui, une fois les Allemands partis, déterra les corps et permit de les identifier en écrivant leurs noms. Bénéficiant de complicités, il fut caché et convoyé jusqu'à Sainte-Maxime où il est hébergé par la famille Casu. Il fut soigné à l'hôpital de Saint-Tropez par le Dr Roy et à Toulon. Il témoigna du massacre de Signes et son récit fut reproduit dans le journal *Résistance*, organe de la Résistance de l'arrondissement de Draguignan. C'est ce témoignage qu'utilisa Maurice Schuman, porte-parole de la France combattante, dans son émission radio du 5 mars 1944. Après sa guérison, Rossi rejoignit les FTP à Saint-Maximin et redevint un des cadres du maquis. Capitaine de la 5e compagnie dans les Alpes-de-Haute-Provence, il participa à la libération de la citadelle de Sisteron.

TROLLEY de PRÉVAUX Jacques alias Vox

Jacques Trolley de Prévaux naquit à Paris (VII^e arr.) le 2 avril 1888, dans une famille de noblesse de robe catholique. Son père, Louis, était titulaire de la chaire de Droit commercial à l'Institut catholique de Lille. Après des études secondaires au collège Saint-Joseph de Lille, il décida de devenir marin et prépara à Paris le concours de l'École Navale où il fut reçu 3^e en 1906. Sorti en 5^e position de Navale, il suivit les cours de l'école d'application sur le Dugay-Trouin. Promu enseigne de vaisseau en 1911, puis lieutenant de vaisseau en 1917, Jacques Trolley de Prévaux passa, à sa demande, dans l'aéronautique et fut affecté au commandement du centre de dirigeables de Marquise-Rinxent (Pas-de-Calais). Il participa à la Première Guerre mondiale à l'issue de laquelle il fut décoré de la Croix de guerre et de la Légion d'honneur.

En février 1920, il intégra le cabinet du ministre de la Marine avant de commander une canonnière, *La Diligente*, pendant deux ans. Il épousa en avril 1920 à Paris Blandine Ollivier, petite-fille d'Émile Ollivier, dont il eut deux filles. Capitaine de corvette en 1923, il fut nommé l'année suivante commandant du Centre d'aéronautique navale de Cuers-Pierrefeu. Il devint ensuite le premier attaché naval en Allemagne de 1926 à 1930 au côté de son oncle, Pierre de Margerie, ambassadeur de France à Berlin. Il fut marqué par ce séjour en l'Allemagne à la veille de l'arrivée des nazis au pouvoir. Promu entre temps au grade de capitaine de frégate, il reçut, de retour en France, le commandement de l'*Altaïr*, aviso colonial basé à Shanghai où il resta jusqu'en 1933. Affecté de 1934 à 1936 à la base d'aviation de Rochefort, il fut par la suite auditeur au Centre des Hautes Études Navales et au Centre des Hautes Études de Défense Nationale. Promu au grade de capitaine de vaisseau en 1937, il prit, en août 1938, le commande-

ment du croiseur Duguay-Trouin. Il divorça en juillet 1939 et se remaria à Paris avec Charlotte Leitner.

En juin 1940, il se trouva à Alexandrie au moment de l'armistice et fut un de ceux qui permirent d'éviter un combat suicidaire contre les Anglais en juillet. Gravement malade, il fut rapatrié à Toulon en novembre 1940. Nommé président du Tribunal maritime de Toulon en juillet 1941, cet anticommuniste se trouva cependant en porte-à-faux lorsqu'il dut juger des gaullistes. Il fut signalé lui-même par la police dès le 6 décembre 1940 comme gaulliste alors qu'il résidait au Rayol. Il aurait eu un contact en 1941 avec le capitaine Pierre Fourcaud, l'un des premiers envoyés de la France Libre. Le couple Trolley de Prévaux aurait fréquenté également Joseph Kessel et sa maîtresse, Germaine Sablon, tous deux anglophiles et engagés dans la Résistance. Jacques Trolley de Prévaux prit contact en novembre 1941 à Toulon, avec l'antenne locale du réseau de renseignements F2 d'origine polonaise et lié à l'Intelligence Service. Mis en disponibilité par l'amiral Darlan le 20 décembre 1941, il s'engagea dans le réseau en janvier 1942 en pensant travailler pour la France Libre qu'il aurait voulu rejoindre. Sous le pseudonyme de Vox, il fut d'abord un agent du sous-réseau Marine de F2, puis, le réseau ayant été désorganisé par les arrestations à l'automne 1942, lors de l'occupation de la zone Sud, il participa activement à sa reconstruction et devint, à la mi-mai 1943, le responsable du sous-réseau Anne qui couvrait le littoral méditerranéen et dont le PC était à Nice. Il fut décoré de la Distinguished Service Order par le gouvernement britannique le 26 mai 1943. Son activité de renseignement était couverte par la Société de produits alimentaires et ménagers qu'il avait créée et qui avait son siège à Cannes. Mais le réseau fut à nouveau ébranlé par les arrestations opérées par la police politique italienne (l'OVRA). Son adjoint, Georges Makowski, se donna la mort le 6 juillet 1943 pour échap-

per à l'arrestation, Jacques Trolley de Prévaux quitta Nice pour Lyon d'où il continua ses activités clandestines, n'ayant pu avoir la possibilité de partir au Royaume-Uni. Il fut arrêté avec sa femme le 29 mars 1944 à Marseille par la Sipo-SD. Torturés, emprisonnés à Marseille, Nice, puis Lyon, au Fort Montluc, ils firent partie de la dernière fournée de résistants que les Allemands exécutèrent, le 19 août 1944, à Bron, dans la banlieue lyonnaise. Son corps repose à la Nécropole Nationale de la Doua à Villeurbanne.

En raison des services rendus, Jacques Trolley de Prévaux fut nommé à titre posthume, le 16 avril 1945, contre-amiral avec effet rétroactif, commandeur de la Légion d'Honneur et Compagnon de la Libération le 18 janvier 1946. Il fut décoré aussi de la *Virtuti Militari* de Pologne ainsi que de la Croix de guerre 1939-1945.

Son nom a été donné à une rue du Rayol dès 1946. Il fallut plus de temps et l'obstination de ses anciens compagnons pour que la marine honore sa mémoire. Cependant son nom fut donné à un amphithéâtre de la Base aéronavale de Rochefort le 28 novembre 1986 et à une avenue du quartier Saint-Pierre à Toulon, le 27 novembre 1990. Une rue du XIII^e arrondissement de Paris porte aussi le nom de Trolley de Prévaux.

TROLLEY DE PRÉVAUX Charlotte née LEITNER alias Kalo

Née le 19 décembre 1907 à New York, Charlotte Leitner était issue d'une famille juive polonaise, socialisante. Ses parents avaient émigré aux États-Unis avant de revenir quelques années après dans leur Pologne natale et d'ouvrir un magasin (« Au chic parisien ») et une usine de feutre à Jaroslaw. En 1924, Charlotte Leitner vint rejoindre son frère à Paris pour devenir modiste et chapelière. Mais c'est comme mannequin qu'elle fut em-

ployée dans les meilleures maisons de la capitale (Reboux, Madeleine Viennet, Élizabeth Arden) en même temps qu'elle suivit des cours de lettres à la Sorbonne. Ses parents vinrent à leur tour à Paris quelques années après et y ouvrirent un modeste atelier. Charlotte Leittner fit la connaissance de Jacques Trolley de Prévaux en 1933, mais celui-ci dut attendre la conclusion de son divorce et l'accord de la Marine pour se remarier avec elle. Le mariage eut lieu en mars 1940. Une fois Jacques mis en disponibilité par la marine, le 20 décembre 1941, le couple s'installa au Rayol-Canadel. Elle participa pleinement à toutes les activités clandestines de son mari et fut exécutée avec lui. Leur fille Anne, née à Nice en juin 1943, récupérée par la famille de son père (très hostile à son remariage et à son engagement dans la Résistance), découvrit très tard l'histoire de ses parents, ce dont elle fit le récit dans un témoignage émouvant publié en 1999.

Bibliographie : Aude TROLLEY de PRÉVAUX, *Un amour dans la tempête de l'histoire. Jacques et Lottka de Prévaux*, Paris, Kiron-Éd. du Félin, coll. Résistance-Liberté-Mémoire, 1999. Jean MÉDRALA, *Les réseaux de renseignement franco-polonais 1940-1944*, Paris, L'Harmattan, 2005.

TYSON

On trouve peu d'informations sur ce jésuite, aumônier du couvent de Saint-Tropez. Il n'en reste pas moins qu'il fut la première recrue du professeur Gilbert-Dreyfus lorsque celui-ci constitua localement le Front national fin 1942. Il en fut même le premier président. Il figurait sur la liste des résistants dressée par la police allemande le 27 septembre 1943, comme « gaulliste et propagandiste communiste »... Mais sans doute n'était-il plus à Saint-Tropez à ce moment-là.

VATINET Jean alias Celtic

Né en 1916 à Toulon, Jean Vatinet était instituteur depuis sa sortie de l'Ecole normale de Draguignan. Affecté au Plan-de-la-Tour avec son épouse qui était aussi institutrice au Plan-de-la-Tour, tous deux s'occupèrent de la Croix Rouge et du Secours national. Militant socialiste, gaulliste, refusant d'adhérer aux Amis de la Légion, il fut contacté par d'anciens camarades socialistes, dont Édouard Soldani, participa à la reconstitution du parti socialiste clandestin fin 1943 et aux Mouvements unis de la Résistance (MUR) et à l'Armée secrète (AS). Chargé de constituer un groupe de résistance au Plan-de-la-Tour, puis responsable intercantonal des MUR et de l'AS pour le canton de Grimaud, il rejoignit le Front national et les FTP du secteur pour former la Brigade des Maures. Il monta avec Jean Despas le comité de libération intercantonal en mai 1944. Il devint aussi en octobre 1943 l'adjoint au chef du secteur Fréjus-La Foux pour le réseau de renseignements Cotre (sous le code RJ 1056), faisant parvenir chaque semaine les informations récoltées par ses agents sur les installations militaires allemandes. Après le débarquement du 6 juin 1944, il s'occupa particulièrement du ravitaillement du maquis de La Mourre, dirigé par Jean Despas et François Pelletier.

À la Libération, il anima la section Fréjus-Saint-Raphaël du Mouvement de Libération nationale (ex-MUR) et fut membre du conseil d'administration du journal Résistance. Il fut décoré de la Croix de guerre et de la médaille de la Résistance.

Freinet, pays des Maures ■ n° 14 ■ 2018

L'évolution urbaine de La Garde-Freinet de 1613 à 1746.

Une justice de proximité à la fin de l'Ancien Régime : la justice seigneuriale de Cogolin (1773-1789).

Comment aller de Saint-Tropez à Sainte-Maxime : par terre ou par mer (XVI^e-XXI^e s.) ?

Les Maures, aux origines des maquis de Provence.



Conservatoire du Patrimoine du Freinet
Chapelle Saint-Jean, 83680 La Garde-Freinet

Tél. 04 94 43 08 57 - Fax 09 70 06 50 07

e-mail : cpatfreinet@orange.fr

www.conservatoiredufreinet.org